

2026

ANNALES

Épreuve - HGGMC

**CONCOURS
ECRICOME**

**PRÉPAS
ECG/ECT**

ACCESSIBLE AUX **CPGE ECG**
OU **ECT**

VOIE ÉCONOMIQUE
ET COMMERCIALE
VOIE ECG

SOMMAIRE

HGGMC

ESPRIT DE L'ÉPREUVE	PAGE 3
PRINCIPES DE NOTATION.....	PAGE 4
CORRIGÉS	PAGE 6
BARÈMES.....	PAGE 26
RAPPORT DU JURY	PAGE 26

ESPRIT DE L'ÉPREUVE

Depuis les modifications apportées au moment du passage à la filière ECG, le format de l'épreuve est désormais solidement ancré :

1. **Le choix de deux sujets** doit permettre d'offrir au candidat un sujet thématique (souvent articulé sur les programmes de première et deuxième année) ou un sujet souvent plus régionalisé au cœur des grands enjeux géopolitiques et géo-économiques contemporains. Il s'agit de proposer des sujets suffisamment larges pour ne pas déstabiliser les candidats tout en évitant les simples questions de cours, qui risquent d'avoir un effet récitatif.
2. **L'un des deux sujets est associé à une ou deux cartes**, avec trois questions à traiter. Les candidats au travers des trois questions vont exercer leur sagacité, témoigner de leur capacité à aller à l'essentiel, valoriser leur sens critique et affirmer leur aptitude à dégager la portée de documents cartographiques.
Le deuxième sujet est accompagné de documents statistiques à la périphérie du thème abordé et trois questions au libellé simple invitent le candidat à amorcer la réflexion sur certains enjeux du sujet. Il ne s'agit pas d'un exercice de commentaire de documents, mais de questionner des documents pour en faire comprendre l'importance.
3. Quel que soit le sujet choisi, il paraît logique que **le candidat commence par répondre aux questions** puis qu'il termine par la dissertation puisque la partie « questions » permet de commencer à envisager certains points du sujet.
4. **En quatre heures le jury s'attend :**
 - à une copie qui montre des connaissances mais surtout qui démontre ;
 - à une copie qui respecte la méthodologie de la dissertation (introduction avec accroche puis explicitation du sujet qui doit absolument intégrer la définition de tous les termes du sujet, problématique, présentation du plan ; développement avec une rigueur dans les enchaînements des parties ; et enfin une conclusion : réponse à la problématique et ouverture) ;
 - à un devoir qui mobilise quelques références théoriques maîtrisées (sans *name dropping*) et qui s'appuie sur des exemples bien choisis, synthétiques, comparatifs ;
 - à une rédaction qui allie lisibilité de la graphie (elle est parfois tellement médiocre que la copie en devient illisible), soin apporté à l'orthographe et à la syntaxe (l'excès de fautes est pénalisé) et qualité du style. On conseille aux candidats d'éviter les phrases trop longues dans lesquelles la pensée peut s'égarer (et qui alourdissent le style, l'expression pouvant même devenir fautive).

Finalement cette épreuve est un moyen original, spécifique au concours ECRICOME PRÉPA pour classer et sélectionner les bons candidats cultivés, débatteurs, ouverts sur l'actualité, capables de rédiger et surtout de démontrer !

PRINCIPES DE NOTATION

La notation globale de 6 points sur 20 pour les questions (sujet 1 comme sujet 2) situe l'importance de cet exercice, la volonté d'en faire un instrument de valorisation de connaissances acquises, d'appréciation des capacités à aller à l'essentiel et de bonification d'une rédaction efficace (une page et demie à deux pages recommandées pour traiter les trois questions). **Les dissertations sont, elles, notées sur 14.** Rappelons que le candidat est obligé de traiter les questions liées au sujet retenu (pas de panachage !) et de traiter la dissertation et les questions sous peine de voir sa notation mécaniquement amputée. La session 2026 a encore vu quelques candidats ne traiter que les réponses aux questions ou seulement la dissertation !

■ SUJET 1

Libellé de façon ouverte (« **Les États-Unis et l'Amérique du Nord** »), il s'agit d'un sujet de type mise en relation, qui permet d'aborder des enjeux historiques, géographiques, économiques et géopolitiques. Moins large que d'autres sujets, il cherche à donner une latitude relativement importante aux candidats en matière de problématisation et de plan. La première partie du module 2 du programme de deuxième année aborde l'essentiel des connaissances attendues, notamment le chapitre 1 « géopolitique des Amériques ». Mais le chapitre sur les États-Unis et le chapitre sur l'Amérique latine sont bien évidemment également utiles pour aborder un certain nombre de points, comme la relation au Mexique.

Il importait que les candidats délimitent clairement l'espace d'étude : de la frontière sud du Mexique (le Mexique est à la fois en Amérique latine et en Amérique du Nord) à l'extrémité Nord du continent américain, en intégrant le Groënland (comme le montre le document 1). Les meilleurs candidats ont expliqué que même si le Groënland est sous la souveraineté du Danemark, État européen, il se rattache au continent américain par la géographie physique.

Les copies avec une profondeur historique importante, évoquant par exemple l'ancrage du Canada dans le « monde libre » (pays fondateur de l'OTAN en 1949) ont été valorisées. On n'attendait pas pour autant un plan historique. Le sujet a une dominante géopolitique et géoéconomique. La prise en compte des enjeux géographiques avec une étude des dynamiques territoriales dans les régions transfrontalières (*Mexamerica*, « *Main Street America* », *Pugetopolis*...) était attendue, ainsi qu'une bonne connaissance de l'actualité, à condition que la dissertation ne se cantonne pas à un traitement journalistique... Il fallait surtout mener une approche nuancée qui évitait de se limiter à la question de l'impérialisme des États-Unis et pire encore à un anti-trumpisme primaire.

■ SUJET 2

Le sujet (« **Du Tiers-monde au « Sud global » : une unité impossible ?** ») fait la part belle à l'histoire et à la géopolitique tout en intégrant une dimension géoéconomique. Les étudiants qui maîtrisent le programme de 1^{ère} année ont pu exploiter de nombreux points du module 1 relatifs à la géopolitique de la guerre froide et de la décolonisation ou encore des éléments sur la croissance et le

développement. Pour traiter le sujet, il est utile de s'appuyer sur l'analyse que Vincent Capdepuy fait du Sud global dans *Géoconfluences*¹. L'ouvrage collectif dirigé par David Teurtrie (*Les BRICS et la réforme du monde. Un défi pour l'Occident*²) étant très récent, il ne sera sans doute pas cité par beaucoup de copies, d'autant qu'il ne faut pas faire l'amalgame « Sud global » / BRICS+.

On attendait des candidats qu'ils insistent sur le poids des représentations et des débats autour de la notion de « Sud global ». Aux expressions Tiers-monde et « Sud global » sont associées de nombreuses représentations qui en font des concepts clivants mais aussi des outils pour les acteurs. En effet, certains auteurs refusent même d'utiliser la notion de « Sud global » à l'instar de Jacques Attali qui considère qu'il s'agit d'un outil pour la Chine ou la Russie afin de créer un front anti-occidental³. La plasticité du Sud global pouvait être mise en évidence par les candidats. La Russie, bien que n'étant pas un Sud, revendique son appartenance au Sud global.

Il s'agissait aussi de donner une profondeur historique importante mettant en exergue les temps forts du tiers-mondisme et du mouvement des non-alignés jusqu'à la fin de la guerre froide (sachant que le groupe n'a jamais officiellement disparu !). Il apparaissait essentiel de mettre en évidence l'hétérogénéité du Tiers-monde et du Sud global (en lien notamment avec des stratégies différentes de développement). La capacité à mobiliser des références scientifiques notamment d'économistes en lien avec les questions de développement, à les contextualiser et à les mettre en lien avec des idéologies et/ou des paradigmes a été particulièrement valorisée.

Enfin, l'un des critères d'évaluation les plus importants consistait à apporter une réponse nuancée à la question posée ; en particulier la distinction entre le discours d'unité et les divisions de fait.

¹ Vincent Capdepuy, « [Le Sud global, un nouvel acteur de la géopolitique mondiale ?](https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/inegalites/articles/sud-global) », *Géoconfluences*, 2023.
<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/inegalites/articles/sud-global>

² David Teurtrie et alii, *Les BRICS et la réforme du monde : Un défi pour l'Occident*, Armand Colin, février 2026.

³ Attali, J. et Besancenot, B. (2024). Le « Sud global » : un concept peu convaincant. *Revue Défense Nationale*, 866(1), 36-39. <https://doi.org/10.3917/rdna.866.0036>

CORRIGÉS

■ SUJET 1

QUESTIONS :

1. Comment peut-on expliquer l'intérêt croissant des États-Unis pour le nord du continent américain ?

Au-delà des prétentions territoriales affichées par Donald Trump et une forme d'obsession à l'idée d'agrandir la superficie de l'État qu'il préside, les États-Unis s'intéressent de plus en plus au nord du continent américain et ce, pour plusieurs raisons :

- les ressources qui y sont présentes : les gisements d'hydrocarbures du Groënland (pétrole, gaz naturel) mais aussi des minerais pour le moment inexploités. Le territoire contient 39 des 50 minerais dits essentiels pour la sécurité nationale et la stabilité économique des États-Unis, notamment des terres rares explique le CSIS (*Center for Strategic and International Studies*). Parmi elles l'yttrium, le scandium mais aussi du graphite, du cuivre, de l'uranium... C'est aussi le très vaste Canada qui est très riche en ressources ;
- sur le plan géoéconomique toujours : l'évolution des routes maritimes. Riverain du passage du Nord-Ouest⁴ qui longe l'Alaska et le nord du Canada, le Groënland pourrait devenir un point nodal du « couloir transpolaire ». Avec la fonte des glaces liée au réchauffement climatique, celui-ci devrait être accessible dans à peine dix ans. Et cela suscite des convoitises d'autres puissances, la Russie bien sûr mais aussi la Chine qui se présente (bien qu'elle n'y ait pas de côte) comme une nation « quasi arctique » depuis 2018 avec un projet de « route polaire de la soie »⁵ ;
- il y a donc bien évidemment des intérêts géostratégiques pour les États-Unis et en particulier la question de la surveillance de la Russie. Les États-Unis ont toujours conservé la base de Pituffik au Groënland mais ils veulent désormais surveiller encore davantage la zone GIUK (Groënland - Islande - Royaume-Uni). Ce passage stratégique, comprenant aussi les îles Féroé sous souveraineté danoise, représente la porte d'entrée depuis l'Arctique vers l'océan Atlantique pour la Russie. Parler de « retour de la guerre froide » fait l'objet de débats, mais il y a bien là des relents de guerre froide.
- Enfin, la Maison Blanche assume d'être plus frontale face aux Européens comme en attestent les nombreuses déclarations de D. Trump depuis janvier 2025. L'hégémonie des GAFAM est défendue par Washington face à une UE de plus en plus en recherche de souveraineté. Face à la menace américaine, le Groënland a fait le choix en octobre 2025 du groupe européen Eutelsat et non de Starlink d'Elon Musk pour sa couverture internet par satellites.

2. Dans quelle mesure peut-on néanmoins nuancer le titre de la carte 1 ?

« Du Groënland au Canada : Washington verrouille sa frontière polaire » : en s'appuyant sur l'approche westphalienne, les États-Unis n'ont de frontière polaire que grâce au 49^{ème} État fédéré qu'est l'Alaska. Acheté à la Russie en 1867, l'Alaska est devenu un État fédéré en 1959 (quelques mois avant Hawaï).

Mais le Canada, bien que très lié aux États-Unis notamment dans le cadre de l'OTAN d'où la présence militaire états-unienne, est un État indépendant et c'est donc lui qui a une longue frontière polaire. Le

⁴ Lasserre, F. (2001). Le passage du Nord-Ouest : une route maritime en devenir ? in *Revue internationale et stratégique*, pp. 143-160. <https://doi.org/10.3917/ris.042.0143>.

⁵ <https://www.areion24.news/2020/12/28/la-russie-la-chine-et-la-route-de-la-soie-polaire/>

président Trump a expliqué vouloir en faire le 51^{ème} État des États-Unis mais le projet semble totalement fantaisiste et a rencontré un écho très défavorable au Canada... Le Premier-Ministre Mark Carney, arrivé au pouvoir à la surprise générale dans un contexte de provocations répétées de la part de Donald Trump, a montré une grande fermeté.

Aussi les États-Unis sont-ils dépendants du Canada pour l'essentiel du passage du Nord-Ouest qui se trouve dans les eaux intérieures canadiennes. Les États-Unis, qui n'ont pas ratifié la Convention de Montego Bay de 1982, souhaiteraient que ces eaux soient considérées comme internationales comme un détroit ouvert à la navigation. Les États-Unis ont malgré tout signé avec le Canada un Accord sur la coopération dans l'Arctique en 1988 afin de coopérer davantage sur la défense de la zone.

Quant au Groënland, très ouvert sur l'océan glacial Arctique, il est sous souveraineté danoise. Les États-Unis y ont depuis le début de la guerre froide une importante présence militaire (comme la base de Pituffik) et le Danemark est d'accord pour que cette présence se renforce mais il a décliné (tout comme les habitants du Groënland d'ailleurs) le projet de rachat présenté avec insistance par Donald Trump, qui a même parlé d'utiliser la force. Le Danemark a été soutenu par l'Union européenne. L'OTAN, régulièrement critiquée par Donald Trump, a été ébranlée. Mais le projet a capoté. Ce qui ne remet pas en cause, à ce stade, une forte présence états-unienne dans la région.

3. Quelle place et quel rôle le Mexique a-t-il dans la politique migratoire des États-Unis ?

Le Mexique a occupé et occupe encore une place essentielle dans la politique migratoire des États-Unis du fait de sa proximité géographique (frontière d'un peu plus de 3000 km) et des inégalités économiques et de développement entre les deux territoires nationaux. Le programme « Bracero » entre 1942 et 1964 faisait venir dans la légalité des travailleurs mexicains pour pallier le manque de bras, notamment dans l'agriculture. L'émigration mexicaine vers les États-Unis est ensuite devenue assez massivement illégale, avec la mise en place des maquiladoras côté mexicain pour exploiter la main d'œuvre sur le territoire mexicain et avec un durcissement du contrôle de la frontière. Le projet d'édification d'un mur remonte à la fin du XX^{ème} siècle et a commencé à être réalisé sous la présidence de G.W. Bush et les administrations Trump ont cherché à poursuivre sa construction. Mais le Mexique est bien, aujourd'hui encore, le premier pays de provenance des migrants vers les États-Unis. Autour des deux tiers des Américains hispaniques sont originaires du Mexique. Et il y a toujours aux États-Unis une approche ambivalente car la main d'œuvre immigrée accepte des salaires plus faibles et des conditions de travail plus difficiles, ce qui permet aux entreprises de limiter leurs coûts de production (effet désinflationniste) et d'améliorer leurs marges.

La réponse ne saurait cependant être complète sans évoquer, comme le suggère le document 2, le fait que le Mexique est surtout devenu un pays de transit pour les migrants venus principalement du reste de l'Amérique latine. Les États-Unis développent donc leurs incitations voire leurs injonctions pour limiter l'entrée des migrants sur le territoire mexicain, ce qui explique le titre de la carte. Elle met en évidence les barrages routiers, les centres de contrôles des marchandises et des personnes... Les droits des migrants sont souvent bafoués. La carte nous permet de mettre en évidence l'externalisation de la gestion frontalière au niveau de l'État du Chiapas. L'application *CBP One* permettait aux migrants latino-américains (majoritairement Centre-américains et Vénézuéliens) ayant emprunté la Panaméricaine de déposer une demande d'asile serait disponible aux frontières du Chiapas et du Tabasco. Elle est cependant très décriée par de nombreuses ONG comme Amnesty International. Le Mexique devient ainsi l'antichambre des États-Unis, la gestion frontalière s'exerçant via les autorités mexicaines en dehors du sanctuaire américain. Supprimée par Trump lors de son retour au pouvoir, l'application est de nouveau disponible quelques mois plus tard en mars 2025 sous le nom de *CBP Home* permettant aux migrants de « s'auto-expulser ».

DISSERTATION :

Éléments d'introduction :

De nombreuses **accroches** sont possibles. Par exemple :

- le « golfe du Mexique » renommé « golfe de l'Amérique » par l'administration Trump ;
- « *Être votre voisin, c'est comme dormir avec un éléphant ; quelque douce et placide que soit la bête, on subit chacun de ses mouvements et de ses grognements.* »⁶ Les mots du Premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau en 1969 peuvent faire écho au mécontentement grandissant des Canadiens face aux soubresauts trumpistes. D'après des sondages, davantage de Canadiens souhaiteraient que le Canada devienne membre de l'UE plutôt que le 51^{ème} État des États-Unis d'Amérique ;
- les messages réguliers de Donald Trump qui ne supporte pas que le Danemark et l'UE lui aient tenu tête dans son projet d'annexion du Groënland qu'il qualifie de « gros morceau de glace mal géré » (plus de 2 M de km², soit plus de 20% de la superficie actuelle des États-Unis d'Amérique et plus de la moitié de la superficie de l'UE !)

Analyse du sujet :

Il n'y a pas de terme technique à définir mais on attendait des candidats une délimitation de l'Amérique du Nord et si possible quelques rappels factuels concernant l'histoire des statuts et de la délimitation des territoires en Amérique du Nord⁷ : indépendance du Mexique en 1821, doctrine Monroe en 1823 par laquelle les États-Unis se veulent solidaires et protecteurs de leur continent face aux impérialismes européens et son corollaire Roosevelt de 1904 (« *big stick* ») ; annexion du Texas (qui s'était déclaré indépendant du Mexique en 1836) par les États-Unis en 1845 ; guerre États-Unis - Mexique de 1846 à 1848 qui permet aux États-Unis d'arracher des territoires au Mexique dont la Californie ; fondation du Canada en 1867, alors que les États-Unis sont toujours en pleine conquête de l'Ouest et achètent l'Alaska à la Russie...

On espérait également que les candidats interrogeraient le mot « et » : nature des relations entretenues, rapports de domination ? Quelles évolutions ? ...

Problématiques possibles :

- dans quelle mesure les États-Unis dominent-ils l'Amérique du Nord ?
- Peut-on se contenter d'analyser les relations États-Unis - Amérique du Nord à travers le prisme du modèle centre-périphéries ?
- De la doctrine Monroe à la doctrine « *Donroe* », l'Amérique du Nord peut-elle échapper au leadership voire à l'impérialisme des États-Unis ?

Proposition de plan :

Les candidats disposent d'une certaine latitude du moment qu'ils choisissent un plan qui traite tout le sujet, rien que le sujet, qui est équilibré et qui se répète le moins possible.

I. Des expériences intégratrices se sont développées entre les États-Unis et leurs voisins d'Amérique du Nord : ce sont des partenariats déséquilibrés

1) L'emprise des États-Unis se développe d'abord de façon différenciée au Canada et au Mexique
La création de l'OTAN (1949) soude le Canada aux États-Unis qui le placent ainsi sous leur parapluie nucléaire dans un contexte de guerre froide. La supériorité des États-Unis est évidente. Le Canada est

⁶ Cornut Jérémie, et al. "Chapitre 23. Dormir avec un éléphant : les relations Canada – États-Unis". *Le Canada dans le monde*, edited by Aude-Claire Fourot et al., Presses de l'Université de Montréal, 2019.

⁷ On pourra notamment mobiliser les travaux d'Alain Rouquié ou encore d'Alain Musset sur le sujet.

intégré au « monde libre » et se montre un allié fidèle, partageant avec les États-Unis des fondements culturels importants (l'Amérique anglo-saxonne). Le « Vive le Québec libre » lancé par le général de Gaulle, président de la République française en 1967, l'année du centième anniversaire de la confédération canadienne, permet de renforcer les liens entre la France et la province canadienne, mais ne remet pas profondément en cause l'unité politique nationale et renforce encore un peu plus la proximité qui existe entre le Canada anglo-saxon et les États-Unis, choqués par ce discours.

La relation au Mexique ne se développe pas selon la même logique, même si les États-Unis sont soucieux de faire en sorte que le continent américain soit épargné par le danger communiste, surtout après la révolution cubaine de 1959. Le Mexique est également envisagé comme un réservoir de main d'œuvre bon marché avec le programme « *Bracero* », entre 1942 et 1964 (cf. réponse à la question 3). Après cette date, nombre d'entreprises états-uniennes choisissent de s'implanter côté mexicain, à proximité de la frontière, afin de continuer à bénéficier des avantages comparatifs du Mexique (la main d'œuvre y est en moyenne quatre fois moins chère). C'est l'essor des maquiladoras, des usines installées près de la frontière, côté mexicain, par des firmes états-uniennes, montrant davantage la domination financière des États-Unis que la complémentarité économique. Le rôle joué par les États-Unis dans le traitement de la crise de la dette qui éclate au Mexique en 1982 est également édifiant. Le Mexique pour bénéficier de l'aide des organisations internationales dominées par les États-Unis (FMI, Banque mondiale) doit se plier aux injonctions néolibérales du « consensus de Washington » théorisé par John Williamson (article de 1990 : « *What Washington Means by Policy Reform* »). Par exemple l'adhésion du Mexique au GATT en 1986.

2) L'ALENA : des effets positifs partagés mais une aggravation de la dépendance du Canada et du Mexique

Le traité de libre-échange États-Unis - Canada avait ouvert la voie en 1988. A un moment où les États-Unis ne voient pas de contradiction entre le régionalisme commercial et le multilatéralisme commercial incarné par le GATT puis par l'OMC (1995), l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain) signé en 1992 et entré en vigueur en 1994 est censé être à somme positive, permettant aux trois États signataires de valoriser leurs avantages comparatifs. Il va d'ailleurs au-delà de la simple zone de libre-échange puisqu'il prévoit des mécanismes de résolution d'éventuels différends et la libre-circulation des capitaux (IDE). Cela a d'ailleurs fortement contribué à la crise mexicaine de 1994-1995, lorsque le Mexique a dévalué le peso vis-à-vis du dollar, ce qui a suscité la méfiance des investisseurs et d'importants rapatriements de capitaux. La mise en place de l'ALENA a aussi profondément modifié les campagnes mexicaines comme le rappelle Luis Astorga dans un numéro d'*Hérodote* (Astorga L., 2004. « Géopolitique des drogues au Mexique », *Hérodote*, 112(1), 49-65). La concurrence avec l'agro-industrie états-unienne a obligé de nombreux petits paysans à migrer vers les villes, vers les États-Unis ou se reconvertir dans la culture de marijuana et/ou de pavot. Cette mutation, associée à une intensification des flux financiers dans un contexte d'affaiblissement des cartels colombiens ciblés par la D.E.A., a permis aux cartels mexicains de prendre une importance considérable notamment dans l'État du Sinaloa. L'affaiblissement de l'État fédéral mexicain dans un contexte de crise est apparu comme une aubaine pour les narcos qui ont pu s'immiscer dans différentes strates de la société mexicaine y compris dans certaines forces de police locale.

L'ALENA a cependant permis une très forte augmentation des échanges commerciaux légaux, contribuant à la croissance économique des États membres... En valeur, ils ont pratiquement été multipliés par trois entre 1994 et 2019. Dans certaines branches, comme l'automobile, les chaînes de production sont intégrées, montrant ainsi une forte dépendance réciproque. Mais la dépendance du Mexique et du Canada est plus importante. Les États-Unis captent plus des $\frac{3}{4}$ des exportations du Canada et du Mexique (et même plus de 80% pour les exportations mexicaines), qui absorbent à eux deux seulement 30 % des exportations états-uniennes. On voit bien que les relations sont

asymétriques d'autant que Canada et Mexique échangent peu entre eux. Les sommets des « *Tres Amigos* » organisés entre les trois dirigeants à partir de 2005 ne montraient donc qu'en apparence des relations égalitaires.

3) De l'ALENA à l'ACEUM : vers un resserrement de la domination économique des États-Unis ?

Lors de son premier mandat (2017-2021), Donald Trump a surtout retenu de l'ALENA qu'il aurait aggravé le déficit commercial des États-Unis, véritable obsession présidentielle et qu'il serait à l'origine de nombreuses destructions d'emplois dans certaines branches industrielles du fait des délocalisations au Mexique (automobile...), aux antipodes de sa volonté de réindustrialiser le pays. Il a donc dénoncé l'ALENA comme le souligne Maud Quessard (« La politique étrangère des États-Unis face aux crises du XXIème siècle », *Questions internationales*, 2023) et imposé à ses deux partenaires une renégociation du traité, devenu en 2020 l'ACEUM (accord Canada - États-Unis - Mexique) ou T-MEC au Mexique : renforcement des règles d'origine, lutte contre le dumping social qui avantage le Mexique, renforcement de la propriété intellectuelle... La plupart des évolutions sont à l'avantage des États-Unis, le Canada et le Mexique ne pouvant pas se permettre de voir leurs débouchés se réduire. Certaines études évoquaient des menaces sur 6 à 8 millions d'emplois au Mexique. Mais les États-Unis auraient sans doute également perdu à une disparition pure et simple de l'accord régional qui les lie à leurs deux voisins. Le degré d'intégration est très important dans certaines branches, par exemple en matière d'énergie ou d'agriculture (exportations de soja vers le Mexique, « *agro-maquilas* » au Mexique qui exportent une grande partie de leur production aux États-Unis).

II. D'importantes interfaces terrestres, mais des frontières qui n'ont jamais disparu et qui sont de plus en plus contrôlées

Le développement des échanges commerciaux a contribué à densifier les réseaux de transport avec le Mexique mais aussi et surtout avec le Canada, au point de provoquer une forme importante d'effacement de la frontière.

1) Des dynamiques transfrontalières actives avec le Canada

L'augmentation des échanges entre les États-Unis et le Canada a contribué au développement d'importantes dynamiques transfrontalières, avec des effets de synergies de part et d'autre de la frontière. Ainsi la *Pugetopolis* est centrée sur Seattle et Vancouver avec une dizaine de villes satellites. Même s'il paraît difficile de parler de mégalopole transfrontalière, il s'agit d'une région motrice de la façade pacifique de l'Amérique du Nord. Encore plus caractéristique de ces dynamiques transfrontalières, la « *Main Street America* » (Grande Rue américaine), est un espace transfrontalier mégalopolitain des rives occidentales du lac Michigan aux États-Unis jusqu'à l'estuaire du Saint-Laurent au Canada (3000 km). Avec environ 65 millions de personnes, cette région regroupe à peu près les deux-tiers des habitants du Canada et un habitant sur six des États-Unis. On y trouve Chicago, Detroit, Toronto, Cleveland, Ottawa, Montréal, Québec : des institutions internationales, des activités industrielles (malgré les difficultés de certains territoires comme à Detroit marquée par les difficultés de l'industrie automobile), activités financières, centres directionnels de FTN, grands médias, recherche et universités, grandes infrastructures de transport et hubs aéroportuaires comme Chicago ou Toronto-Pearson. De la même manière, les infrastructures énergétiques illustrent une complémentarité des deux ensembles spatiaux états-uniens et canadien. Le projet de l'oléoduc Keystone XL abandonné en novembre 2015 sous Obama, relancé sous Trump 1 avant d'être à nouveau mis à l'arrêt par l'administration Biden en février 2021 est aujourd'hui de nouveau sur la table. Cet oléoduc permettrait de desservir en pétrole de nombreux États américains jusqu'au Golfe du Mexique. Il s'agit d'intégrer un peu plus l'infrastructure énergétique du continent nord-américain aux fronts pionniers canadiens. Si le président Trump et le Premier ministre M. Carney semblent trouver là un

rare point de convergence, les opposants au projet restent nombreux notamment à l'échelle locale. On peut penser à la mobilisation de certaines tribus amérindiennes dont les terres seront affectées par l'aménagement ou de collectifs de type « NIMBY » (« *Not in my backyard* », riverains affectés par les externalités négatives de l'aménagement et qui s'associent contre le projet) épaulés par des associations de défense de l'environnement.

2) Mais aussi avec le Mexique : la « Mexamerica »

« Ce fleuve étroit n'est pas un trait géographique d'assez grande valeur pour constituer une ligne de division ». C'est en ces termes qu'Elisée Reclus qualifiait le Rio Bravo dans son analyse du territoire mexicain figurant dans *Nouvelle Géographie universelle* en 1891. Au moment de la conquête espagnole tout comme aux premiers temps du Mexique, le fleuve unit, structure le territoire, il deviendra ensuite dyade pour reprendre le vocable de M. Foucher (*Fronts et frontières*, 1988) qu'il s'agira de contrôler de plus en plus étroitement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec l'intensification des mobilités migratoires illégales. G. Leroy, dans un article de 1952 notait déjà une activité importante de la *Border Patrol* ayant arrêté et refoulé pas moins de 565 000 « *Wetbacks* » (dos mouillés, nom donné aux migrants illégaux qui traversent le Rio Grande) en 1950. Dans son ouvrage *The Nine Nations of North America*, publié en 1981, le journaliste canadien Joël Garreau introduit pourtant le concept de « Mexamérique » pour désigner une région transfrontalière avec une certaine identité culturelle (en lien avec des héritages anciens) – même si la démarcation entre « *American way of life* » et « *Mexicanidad* » (Carlos Fuentes) reste importante ; ainsi qu'une importante vitalité économique, un espace traversé par d'intenses échanges, notamment commerciaux, en lien avec les contrastes de développement. Le développement économique de cette région commence dès les années 1960 avec l'installation des maquiladoras, souvent des « usines tournevis », avec d'importants effets de synergie entre les « *twin cities* », ces couples de villes situées de part et d'autre de la frontière comme San Diego et Tijuana ou encore El Paso et Ciudad Juárez qui montrent que les flux ne sont pas seulement commerciaux, mais aussi financiers et humains. Côté États-Unis, certaines villes sont qualifiées à l'instar de San Diego de « *majority minority city* » c'est-à-dire de villes composées « majoritairement de minorités ». L'identité chicano (nom donné aux Mexicains ayant migré aux États-Unis et façonné une identité spécifique notamment à travers des revendications syndicales et des mobilisations des années 1960 autour des droits des minorités) y est particulièrement forte comme l'analyse E. Le Texier dans le quartier central du Barrio Logan (Le Texier E. (2005) « Minorités et espace public dans la ville. Le « Chicano Park » à San Diego » in *Espaces et sociétés*). Du côté mexicain de la frontière, on a observé un développement particulièrement important de ces régions : développement d'activités industrielles mais aussi d'activités agricoles avec les agro-maquilas). Il faut néanmoins nuancer les effets de rééquilibrage du territoire mexicain. Les inégalités se sont ainsi fortement creusées avec les régions situées au sud du Mexique comme l'a montré le géographe français Alain Musset (« Le Mexique entre Nord et Sud : vers une Mésomexamérique ? », in *Bulletin de l'Association de géographes français*, 82e année, 2005-4. Intégration et fragmentation territoriale en Amérique latine. 2005). Par ailleurs, dans les années 2000, des maquiladoras ont fermé face à la concurrence des pays émergents d'Asie, la Chine d'abord mais aussi d'autres pays comme le Vietnam qui ont montré, dans un contexte d'accélération de la mondialisation que les chaînes d'approvisionnement pouvaient se développer de part et d'autre de l'océan Pacifique, permettant des coûts plus faibles pour les entreprises états-uniennes que dans le cadre de la division régionale du travail qui s'était mise en place.

3) Les frontières restent cependant une réalité forte, en particulier pour contrôler les flux migratoires

La frontière États-Unis - Canada est loin d'être aussi ouverte qu'on pourrait l'imaginer. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, la frontière Canada/États-Unis a connu un phénomène de

rebordering qui est venu insérer une logique antagoniste aux logiques d'intégration que la frontière connaissait depuis plusieurs décennies !

Quant à la frontière États-Unis - Mexique, elle a toujours fait l'objet d'importants contrôles en matière de flux humains. Traversée par de nombreux flux légaux (Tijuana est le poste frontalier le plus fréquenté du monde : 200 000 personnes par jour, un record mondial), elle doit faire obstacle à d'importants flux de candidats à l'entrée illégale aux États-Unis. Votée en 2006, la construction d'un mur a été en partie réalisée sous le deuxième mandat de G.W. Bush. D'autres portions ont ensuite été réalisées, notamment sous le premier mandat de Donald Trump qui voulait faire payer le mur au Mexique ! Il couvre désormais plus d'un tiers de la frontière États-Unis - Mexique et bloque de nombreux flux de migrants. Mais son efficacité reste limitée comme le montrent Franck Ollivon et Florence Nussbaum dans un article publié par *Géoconfluences* (« États-Unis - Mexique, une frontière sanctuarisée, traversée, surveillée », 2019). C'est en tout cas une frontière meurtrière puisqu'en 15 ans (d'après la commission nationale des droits de l'homme à Mexico), on dénombre environ 5 000 morts. Elle est également traversée par des flux illégaux de marchandises, en particulier des flux de drogue. La Basse Californie est l'une des principales portes d'entrée de la drogue latino-américaine aux États-Unis, et Mexicali est l'un des premiers postes frontaliers pour les saisies de cocaïnes selon l'*U.S Customs and Border Protection*. Plus des trois quarts de l'approvisionnement du marché états-unien en cocaïne transite par le Mexique et des centres de redistribution comme Phoenix ou Houston. Ce narcotraffic alimente une importante criminalité : tué par l'armée mexicaine avec l'appui des services de renseignement des États-Unis en février 2026, le baron de la drogue El Mencho a été l'un des criminels les plus recherchés du Mexique et des États-Unis. Ce sont aussi des migrants clandestins, par définition difficiles à dénombrer, qui réussissent à franchir la frontière et qui viennent de toute l'Amérique latine.

III. La tentation états-unienne de « déplacer » les frontières en Amérique du Nord : vers des relations de plus en plus conflictuelles ?

1) Déplacer la frontière au Sud du Mexique pour contrôler les flux migratoires

Le Mexique est surtout devenu un pays de transit pour les migrants venus principalement du reste de l'Amérique latine. Après les attentats de septembre 2001, les flux transfrontaliers clandestins furent assimilés par le gouvernement républicain de George W. Bush au risque terroriste, ce qui permit la mobilisation de financements très importants vers la sécurité frontalière, désormais enjeu de sécurité nationale. L'externalisation des contrôles migratoires au Mexique s'est encore approfondie sous l'administration démocrate de Barack Obama. Dans un contexte d'augmentation des migrations centraméricaines, les moyens dédiés furent augmentés. Ces fonds furent mis à profit dans le cadre du « *Programa Frontera Sur* » lancé dans l'urgence en 2014. Le sujet est devenu politiquement très sensible aux États-Unis et a contribué à faire élire Donald Trump en 2016. Le républicain attise ainsi les fractures au sein d'une nation dont les mythes fondateurs font explicitement référence aux WASP, mais dont la population d'origine européenne devrait être minoritaire d'ici 2050. Les thèses polémiques de Samuel Huntington développées dans « *The Hispanic Challenge* » (« Le défi hispanique », in *Foreign Policy*, mars-avril 2004) insistent sur la perte de l'identité américaine surtout dans les États du sud des États-Unis et la menace que représenterait la latinisation. Ainsi la représentation d'un « choc de civilisations » interne à l'Amérique pour reprendre les mots de James Cohen (Cohen, James, « Les Latinos, nouveau « péril » pour les Etats-Unis ? », in James Cohen et Annick Tréguer, *Les Latinos des USA*, Éditions de l'IHEAL, 2004) apparaît comme une force mobilisatrice puissante pour une partie de l'électorat notamment des classes moyennes et populaires. Les très médiatisées caravanes de migrants parties du Honduras en 2017 et 2018, rejointes par des Guatémaltèques, ont aussi contribué à crispier l'opinion états-unienne. Depuis 2019, le Mexique fait ainsi face à une très forte pression des États-Unis pour stopper les migrants sans-papiers, pour la plupart centraméricains, sud-américains et

caribéens, qui transitent sur son territoire. Avec plus de 900 000 migrants appréhendés en 2024, le Mexique est désormais une pièce maîtresse de la politique de contrôle migratoire états-unienne (barrages routiers, centres de contrôles des marchandises et des personnes...). Or, ces contrôles se concentrent à plus de 3000 kilomètres de la frontière Mexique - États-Unis, à proximité de la frontière guatémaltèque. Une véritable « zone tampon » s'est mise en place au Sud du Mexique (carte de Thomas Cattin, *le Mexique, premier garde-frontières des Etats-Unis*, 2025 : cf. document 2). Donald Trump, réélu en 2024, n'hésite pas à utiliser la menace du protectionnisme (totalement aux antipodes de la zone de libre-échange qui s'est mise en place à partir de 1994) pour contraindre le gouvernement mexicain à agir.

2) Faire du Canada le 51^{ème} État des États-Unis ?

La menace protectionniste plane tout autant sur le Canada, un allié historique, que Donald Trump ne ménage pas davantage. Il a même évoqué à plusieurs reprises l'idée de faire du Canada (près de 10 M de km² !) le 51^{ème} Etat des Etats-Unis, ce qui a sérieusement irrité l'opinion canadienne. En janvier 2026, au Forum économique mondial de Davos, le Premier-Ministre Mark Carney, sans citer nommément Donald Trump, a fustigé les grandes puissances qui utilisent les droits de douane « *comme levier* » et les chaînes d'approvisionnement comme « *vulnérabilités à exploiter* ». Il a diagnostiqué la fin d'un ordre mondial fondé sur des règles et appelé à la création d'une alliance des puissances moyennes afin de rejeter la coercition des grandes : « *Lorsque les règles ne vous protègent plus, vous devez vous protéger vous-même.* » D'après Hubert Védrine et Maurice Godelier (*Après l'Occident ?* 2026), cette approche unilatéraliste et même extrêmement brutale ne fragilise pas seulement la puissance américaine, mais menace également le monde occidental dans les rapports de force internationaux. Ce retour à des formes basiques d'impérialisme, passant par la convoitise de territoires, pourrait toutefois trouver une forme d'explication dans l'évolution des rapports de puissance à l'échelle mondiale, avec ce que Jean-François Colosimo appelle le retour des empires ou les « *néo-empires* » dans son ouvrage de 2024 (*Occident, ennemi mondial numéro 1*). Les États-Unis de Donald Trump réagiraient ainsi aux ambitions expansionnistes de la Chine ou encore de la Russie en agissant de la même façon. Florian Louis envisage aussi une autre piste : les Trumpistes conçoivent l'identité nationale américaine comme celle de pionniers, de conquérants... La représentation de la « *Destinée manifeste* » pour reprendre l'expression de John O'Sullivan en 1845 mise en image par la peinture de John Gast en 1872 est particulièrement mobilisatrice. Les États-Unis auraient reçu de la Providence un droit de conquérir les terres de l'Ouest et de les exploiter. Comme analysé par l'historien F. Turner à la fin du XIX^{ème} siècle (F.J. Turner, *The Significance of the Frontier in American History*, 1893), les États-Unis se construisent à travers la poursuite du front pionnier, de la domination de la *wilderness* et de l'accaparement des ressources. En renouant avec la dynamique pionnière au moins d'un point de vue rhétorique, Trump mobilise un des fondements de l'histoire américaine.

3) Dominer voire annexer le Groënland ?

Comme nous l'avons expliqué dans la réponse à la question 1, les États-Unis de Donald Trump ont de nombreuses raisons de s'intéresser au Groënland : les ressources de la région, les enjeux des nouvelles routes commerciales qui se dessinent avec la fonte des glaces dans l'océan Arctique mais aussi les rapports de force avec la Russie et la Chine, comme le souligne Camille Escudé, *Géopolitique de l'Arctique : mondialisation d'une région périphérique*, 2024. Mais les prétentions affichées d'acheter voire de s'emparer par la force au détriment de l'allié danois ont pris tout le monde de court, à commencer par les membres de l'OTAN et l'UE. Pour François Heisbourg dans son ouvrage de 2025, le fait de « *considérer ses alliés comme des ennemis* » contribue à précipiter *Le suicide de l'Amérique* et ferait donc le jeu des puissances révisionnistes que Trump prétend pourtant dominer (en particulier la Chine). Il est en tout cas de moins en moins en phase avec sa base MAGA, qui exprime des velléités

isolationnistes. Et même au-delà de cette base MAGA, comme l'écrit Amy Greene dans *L'Amérique face à ses fractures* (2024) : « la population américaine n'est pas enthousiasmée par un nouvel expansionnisme américain qui aboutirait à une guerre et au déploiement de troupes pour conquérir le Groënland ». Cela contribue en tout cas à distendre fortement les liens en Amérique du Nord.

Éléments de conclusion :

La mise en place de l'ALENA avait alimenté le projet d'une intégration régionale de l'Alaska à la terre de feu sauf Cuba (ZLEA), défendue par Washington à la fin des années 1990-début 2000. Cet objectif s'est cependant heurté aux résistances notamment chavistes (avec l'ALBA). Aujourd'hui, l'Amérique latine est largement structurée par ses échanges avec la Chine. L'Amérique du Nord devient alors plus que vitale pour les États-Unis car permettant de créer un glacis au nord (avec le Canada et le Groënland) et au sud (avec le Mexique) de protection du *Homeland*. Mais la brutalité de l'administration Trump provoque une importante montée des tensions politiques avec ses deux voisins. Certes, pour le moment, aucun des États d'Amérique du Nord ne peut se permettre de remettre en cause les liens économiques tissés. Mais on ne peut que se poser la question de savoir si cet espace régional peut rester cohérent à moyen et à long terme : le fait que le Canada se tourne vers l'UE, mais aussi vers la Chine interroge particulièrement...

■ SUJET 2

QUESTIONS :

1. Comment expliquer la trajectoire économique du Tiers-monde par rapport aux pays dits développés, de 1913 au début des années 1990 ?

Les régions, qu'on appelle du Tiers-monde à partir des années 1950, connaissent une croissance économique qui progresse très lentement de 1913 jusqu'à la veille des indépendances au milieu du XX^{ème} siècle. Au sein de la Division Internationale du Travail, ces territoires exportent des matières premières et ne produisent que très peu de produits manufacturés. Les trajectoires économiques du Tiers-monde et des pays développés divergent également du fait de la dégradation des termes de l'échange (DTE) théorisée par Raul Prebisch. Les pays en développement ne pouvant qu'exporter des produits primaires ou faiblement transformés, les échanges internationaux peuvent être délétères pour eux. La valeur de ce qu'ils exportent est bien plus faible que ce qu'ils achètent. Pour faire face à cette situation, certains pays du Tiers-monde ont adopté des politiques d'industrialisation notamment par substitution des importations et érigé des barrières protectionnistes pour stimuler leur économie (précoce au Brésil dès les années 1930, plus tardive en Argentine : 1950-1974).

Néanmoins les stratégies d'industrialisation sont différentes en fonction des pays du Tiers-monde. On peut ainsi penser aux politiques fructueuses d'industrialisation par l'exportation menées par les NPJA comme Singapour par exemple, alors que la stratégie des « industries industrialisantes » a enfoncé l'Algérie indépendante.

Enfin, pendant la période des Trente glorieuses, « âge d'or » de la croissance pour Angus Maddison, les pays développés connaissent une croissance intensive sans précédent portée par le progrès technique. Le rattrapage des pays du Tiers-monde n'est que très progressif au début des années 1990 et est surtout le fait des NPJA de 1^{ère} et de 2^{ème} générations ainsi que de la Chine comme l'illustre le document 1. Au cours de la décennie 1980, beaucoup de pays du Tiers-monde (comme le Mexique par exemple) sont confrontés à la crise de la dette et soumis à la mise en place de plans d'ajustement structurel par le FMI et la Banque mondiale.

On notera pour conclure que la progression lente du Tiers-monde doit aussi tenir compte du fait que le graphique 1 indique le PNB/hab, or l'essentiel des pays du Tiers-monde entament leur transition

démographique tardivement, dans les années 1940/1960 (selon les continents) à un rythme extrêmement rapide, ce qui a conduit temporairement à des croissances démographiques explosives.

2. Quelles sont les causes de la désaffection de l'emploi du concept de « Tiers-monde » soulignée par le document 2 ?

Le concept de « Tiers-monde » est utilisé par Alfred Sauvy et Georges Balandier en 1952 dans le contexte de la décolonisation. En effet, le refus des logiques de bipolarisation induites par la Guerre froide explique son utilisation croissante par de nombreux acteurs surtout à partir de la Conférence de Bandung de 1955. Néanmoins dès le départ le Tiers-monde regroupe un ensemble de pays très différents économiquement et politiquement ce qui entraîne le rejet de l'expression à partir des années 1980. Au cours de la décennie 1970, les dissensions sont de plus en plus fortes comme l'illustre la Conférence de La Havane de 1979. En effet, nombreux sont les pays qui se sont rapprochés d'un des deux blocs, l'hôte de la conférence en est une illustration. 1979 correspond aussi à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS provoquant également des tensions au sein du groupe.

Surtout, les pays du Tiers-monde ont connu des trajectoires économiques très différentes. Certains sont parvenus à s'intégrer à l'économie mondiale dans un contexte d'internationalisation croissante, on peut par exemple penser à Singapour. Au contraire, d'autres, qualifiés de Pays Moins Avancés (PMA) par l'ONU depuis 1971, ne sont pas parvenus à sortir du cercle vicieux de la pauvreté identifié par Ragnar Nurkse⁸. Ainsi la fin de la Guerre froide mais aussi l'avènement de la mondialisation néolibérale à la fin des années 1980 accélèrent la désaffection du terme. La représentation Nord-Sud développée par Willy Brandt dans son rapport de 1980 aux Nations Unies vient finalement mettre en exergue la question économique au détriment de potentielles convergences politiques. Sur le document 2, on constate qu'à partir de l'accession de Mikhaïl Gorbatchev au poste de Premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique en 1985, le concept de « Tiers-monde » est de plus en plus disqualifié, l'expression « pays en développement » s'imposant après l'implosion de l'URSS. Dans le contexte du début de la mondialisation contemporaine à la fin des années 1980 et de celui de l'émergence de certains Suds dans les années 1990-2000, l'expression « pays du Sud » est donc de plus en plus usitée. Ainsi, le « Tiers-monde » bâti dans un contexte de décolonisation et de Guerre froide n'a plus lieu d'être au moment où s'impose l'idée de « fin de l'histoire » pour reprendre le titre de l'ouvrage de Francis Fukuyama paru en 1992. Dans ce contexte, les « pays en développement » doivent suivre la trajectoire des pays développés et intégrer la mondialisation néo-libérale.

3. Comment les BRICS élargis pèsent-ils dans le monde et en quoi cela pourrait-il affaiblir la recherche d'unité d'un « Sud global » ?

Les BRICS élargis représentent aujourd'hui plus du tiers du PIB mondial en dollars PPA. Comme l'illustre le document 3, ce rééquilibrage du monde commence lors de la décennie 2010 qui s'ouvre avec le dépassement du Japon par la Chine. Certaines institutions comme la Nouvelle Banque de développement créée en 2015 et située à Shanghai viennent irriguer les économies des émergents et apparaissent comme des alternatives aux institutions du Nord, FMI ou Banque mondiale. L'élargissement des BRICS le 1er janvier 2024 avec l'adhésion de l'Égypte, des Émirats arabes unis, de l'Éthiopie et de l'Iran, ne modifie qu'à la marge le poids des BRICS dans le PIB mondial mais a néanmoins une portée symbolique avec un renforcement de la présence de pays africains dans le groupe, avec l'Éthiopie, seul pays non colonisé d'Afrique (bien qu'occupée par les Italiens de 1936 à 1941) et l'Égypte, deux pays porteurs d'un héritage civilisationnel important. Surtout ces adhésions semblent illustrer la volonté des BRICS de sécuriser leurs approvisionnements énergétiques. Aussi, à l'exception de l'Éthiopie, les pays présentés dans les documents 3 et 4 ayant rejoint les BRICS + sont

⁸ Ragnar Nurkse, *Problems of Capital Formation in Underdeveloped Countries*, Cambridge University Press, 1953

quasiment tous des producteurs majeurs d'hydrocarbures à l'instar de l'Iran ou des EAU ou bien des pays essentiels au commerce maritime mondial, on peut ici penser à l'Égypte.

Néanmoins cette capacité à peser dans le monde est en grande partie conditionnée par la présence de la Chine qui représente à elle seule plus de la moitié du PIB des BRICS élargis et les deux tiers des exportations de biens du groupe. Engagée dans les nouvelles Routes de la Soie depuis 2013, renommées depuis 2017 *Belt and Road Initiative*, la Chine peut utiliser les BRICS + afin de renforcer ses « passages économiques bleus »⁹ comme autour de la péninsule arabique en mer Rouge jusqu'à Suez. Cette asymétrie dans les rapports de force entre la Chine et le reste du Sud global crée des tensions et des stratégies différenciées à l'instar de l'Inde qui privilégie le multi-alignement comme le montre son rapprochement avec l'Union européenne fin janvier 2026 dans un contexte de raidissement des relations indo-américaines ainsi que le rappelle Sylvia Malinbaum dans une note publiée par l'Ifri en mars 2026¹⁰. L'Inde de Modi, qui représente l'ensemble démographique le plus important des BRICS + (document 4), a organisé un Sommet virtuel intitulé *The voice of The Global South* en 2023 et n'entend pas laisser la Chine être le leader du groupe. Il y a des rivalités à l'intérieur des BRICS+ qui donnent à voir deux approches : celles des pays clairement anti-occidentaux comme l'Iran, la Russie ou la Chine, auxquels s'opposent des pays pragmatiques qui jouent du multi-alignement comme le Brésil, l'Inde mais aussi l'Indonésie qui rejoint les BRICS + en janvier 2025 et qui a conclu un accord de libre-échange avec l'Union européenne quelques mois plus tard le 23 septembre 2025 !

Enfin, il ne faut pas oublier que certains pays du Sud étaient candidats à l'entrée dans les BRICS+ et n'ont pas obtenu satisfaction. La mise en place d'un statut de partenaires des BRICS+ peut être envisagée comme une antichambre avant l'adhésion mais brouille incontestablement la possible unité du Sud global.

DISSERTATION :

Éléments d'introduction :

De nombreuses accroches étaient possibles... Par exemple la guerre en Ukraine et les abstentions (notamment indienne et chinoise) lors des votes de 2022 condamnant l'agression russe versus les condamnations d'une majorité du Sud.

On pouvait privilégier les candidats qui mettaient en regard les deux périodes et qui s'interrogeaient sur la pertinence de la comparaison. En accroche, les candidats pouvaient par exemple mobiliser la déclaration finale de la Conférence des non-alignés de Belgrade, les pays participants soulignant qu'en septembre 1961 le monde « vit une époque de transition qui va d'un ordre ancien reposant sur la domination à un ordre nouveau reposant sur la collaboration entre nations. L'impérialisme est en train de s'affaiblir ». Si le Tiers-monde espérait notamment avec la tribune des pays non-alignés obtenir une refonte de l'ordre international, force est de constater que l'ordre ancien n'a pas pris fin. Plus récemment, la guerre en Iran déclenchée par les forces américaines et israéliennes a eu tendance à scinder le « Sud global », chacun devant choisir son camp dans ce conflit, véritable test de loyauté à l'échelle du Moyen-Orient. Cette crise géopolitique aiguë apparaît comme l'illustration d'une mutation plus globale.

⁹ Frédéric Lasserre et Olga Alexeeva, « Les routes de la soie en Afrique de l'Est à l'ère de Xi Jinping : une volonté de contrôle ou une stratégie opportuniste ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 72 | 2024, <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/27977>

¹⁰ Sylvia Malinbaum, « Union européenne-Inde : rapprochement durable ou partenariat de circonstance ? », *Asie.Visions*, n° 148, Ifri, mars 2026.

Quelques remarques sur la définition des termes du sujet :

Si l'on peut s'attendre à la citation d'Alfred Sauvy dans *l'Observateur* : « car enfin ce Tiers Monde, ignoré, exploité, méprisé, comme le tiers état, veut lui aussi être quelque chose »¹¹, il ne s'agira pas seulement de définir les termes mais de les contextualiser : Guerre froide/décolonisation pour le Tiers-monde ; en revanche deux temporalités pour le « Sud global », car la notion émerge d'abord dans le champ de la recherche universitaire dans les années 1990 qui suivent l'implosion de l'URSS mais elle ne devient une catégorie appropriée par les acteurs du Nord et du Sud que depuis peu : la période post-Covid. Il ne sera sans doute pas aisé pour de nombreux candidats de cerner le « Sud global » en introduction. Ils auront à y revenir dans le développement. Certains reprendront peut-être la définition donnée par Marc Semo : « Désignant les pays autrefois dits du tiers-monde, la notion regroupe les Etats du sud, principales victimes des effets néfastes de la mondialisation et refusant de s'aligner sur l'un ou l'autre des puissants du Nord global, cet autre nom de l'Occident. » Elle élude cependant les dynamiques démographiques et économiques en cours que les candidats devaient aborder dans leur dissertation, aidés en cela par les documents. En effet, comme le rappelle Jean-Joseph Boillot, le monde se « désoccidentalise ». Sur le plan démographique d'abord, puisque sur les 8,2 milliards d'habitants que compte la planète, seuls 15 % vivent dans ce qu'on appelle l'Occident. En outre, les dynamiques des deux ensembles sont telles que le poids du monde non-occidental atteindra près de 90% de la population mondiale d'ici 2050 d'après les chiffres des Nations Unies¹². Cette dynamique est aussi économique, comme le montrent les dernières prévisions de croissance du FMI et le partage du PIB mondial exprimé en parité de pouvoir d'achat. Entre les périodes 2010-2019 et 2022-2027, le poids des pays occidentaux dans la croissance mondiale devrait ainsi passer de 21,8 % à 15,3 %, et leur poids dans le PIB mondial reculerait alors à 38% en 2027 contre 56 % en 2000.

Problématiques possibles :

→ En quoi les revendications d'appartenance au Tiers monde d'abord et au Sud global désormais par les pays en développement se heurtent-elles à des stratégies nationales et des rapports de force empêchant toute unité ?

→ En quoi les expressions de « Tiers monde » et « Sud global », étendards d'une revendication de réforme de l'ordre international, occultent-elles les stratégies nationales de certains acteurs se réclamant de ces groupes ?

Proposition de plan :

On n'attendait pas nécessairement un plan strictement historique mais les candidats devaient montrer leurs connaissances sur différents contextes historiques.

I. Dans un contexte de décolonisation et de guerre froide, un Tiers-monde qui tente de s'unir autour de revendications communes mais qui apparaît très vite hétérogène

Un double contexte (décolonisation et Guerre froide) qui appelle à la convergence. Mais cette dernière est bien incomplète...

1) L'existence de défis communs même si tous les pays du Tiers-monde ne sortent pas de la colonisation

¹¹ Sauvy Alfred (1952), « Trois Mondes, une planète », *L'Observateur*, 14 août 1952, p. 5. Reproduit dans *Vingtième siècle*, 1986, p. 81-83

¹²<https://www.alternatives-economiques.fr/jean-joseph-boillot/monde-se-desoccidentalise-sud-global-nest-uni-contr/00106619>

Le concept de Tiers-monde est proposé par Alfred Sauvy dans un texte publié dans *L'Observateur*. Il s'agit, pour le démographe français, de faire référence au tiers état lors de la révolution française en adaptant la formule de l'abbé Sieyès : « *Car enfin ce Tiers Monde, ignoré, exploité, méprisé, comme le tiers état, veut lui aussi être quelque chose* »¹³. Si le concept ne vient pas des acteurs des pays sous-développés, il est rapidement approprié par ces derniers et apparaît comme un élément de mobilisation dans le cadre de la décolonisation et d'une aspiration au développement. Il montre que cet ensemble de pays partagent des défis communs sur de nombreux plans : démographique (forte croissance démographique), économique (pauvreté répandue...), politique avec la lutte contre la domination des puissances... Cependant beaucoup d'indépendances sont très antérieures à la naissance du « Tiers-monde ». Ainsi l'essentiel des pays d'Amérique latine obtiennent leur indépendance dans le premier tiers du XIX^{ème} siècle. De même, la décolonisation du Moyen-Orient se produit entre 1930 et 1946, à l'exception des petits émirats du golfe Persique (après 1960), et du Yémen du Sud (Aden). Celle de l'Asie du Sud-Est s'est terminée à peu d'exceptions près au milieu des années 1950. Lors de la conférence de Bandoung (1955), les participants dénoncent le fait colonial (ils mettent en avant une solidarité anti-coloniale) mais celui-ci ne concerne plus guère que l'Afrique. Néanmoins, même après les décolonisations, la dénonciation de l'impérialisme (soviétique et américain), la défense de l'auto-détermination des peuples restent des mobilisations communes auxquelles s'ajoute l'aspiration à la paix, condition nécessaire au développement¹⁴.

2) Un Tiers-monde qui tente de s'unir autour du mouvement des non-alignés

Dès 1955 et la Conférence de Bandung, le Tiers-monde marque la volonté de nombreux pays à ne pas entrer dans la logique d'un monde bipolaire, propre à la guerre froide. La question d'un monde multipolaire se pose donc et avec elle la volonté de proposer une troisième voie.

C'est en juillet 1956, à Brioni en Yougoslavie que Tito, Nehru et Nasser tentent de donner corps au mouvement des non-alignés avant la Conférence de Belgrade de 1961. Cependant, sur les 25 pays participants, tous n'appartiennent pas au Tiers-monde à commencer par la Yougoslavie elle-même. Ajoutons que de nombreux pays du Tiers-monde sont absents, notamment d'Amérique latine. D'ailleurs, le non-alignement n'apparaît pas comme un véritable ferment d'unité pour le Tiers-monde en raison de divergences idéologiques et de contradictions internes. Des pays adoptant le modèle économique socialiste se tournent naturellement vers l'URSS, tandis que d'autres, proches des États-Unis comme les Philippines, n'hésitent pas à condamner le « colonialisme rouge »¹⁵ de l'URSS. Certains, par opportunisme, jouent d'un camp et de l'autre pour obtenir de l'aide des deux côtés.

On note déjà des rivalités entre acteurs pour le leadership du Tiers-monde (la Chine de Mao qui développe sa théorie des trois mondes) mais également des guerres entre pays « sous-développés », comme la guerre sino-indienne de 1962 par exemple.

Les différentes conférences qui se succèdent (Le Caire en 1964, Lusaka en 1970, Alger en 1973) illustrent la difficulté de maintenir une cohérence d'ensemble. On pourra retenir le coup d'éclat du colonel Kadhafi en septembre 1973 à Alger qui s'insurge contre la présence de Cuba et du Nord-Vietnam « engagés » du côté de l'URSS lors de la quatrième conférence des non-alignés.

Néanmoins, les 75 pays présents font bloc autour de la question économique et prennent conscience de l'atout que représente pour certains d'entre eux leur richesse en matières premières face aux besoins des pays industrialisés.

¹³ *L'Observateur*, 14 août 1952, n°118, page 14.

¹⁴ « La conférence des pays non-alignés et l'évolution politique du Tiers-Monde », Le Caire, 5-10 octobre 1964. *Monde Arabe*, 6(6), 3-7. <https://doi.org/10.3917/machr1.006.0003>.

¹⁵ Pierre Grosser, « 1953-1954 : les métamorphoses de la Guerre froide », *Le Grand Continent*, 2023

3) L'espoir d'un nouvel ordre économique international

Si le combat pour l'indépendance ne peut pas être une revendication suffisamment mobilisatrice, celle de la remise en cause de la résilience de la Division Internationale du Travail et du manque de représentativité dans les grandes instances internationales comme l'ONU peuvent l'être.

Le mouvement des non-alignés milite depuis la Conférence d'Alger pour la création d'« un nouvel ordre économique mondial ». En effet, si la déclaration finale en septembre 1973 entend fixer deux objectifs politiques aux non-alignés : « le refus des alliances militaires [...] dans le cadre des rivalités entre grandes puissances et le démantèlement des bases militaires », ce sont surtout les questions économiques et la nécessité de refondre l'ordre post Seconde Guerre mondiale qui mobilisent l'essentiel des débats. Le sommet de Colombo en 1976 et de La Havane en 1979 poursuivent dans cette voie. Néanmoins, si les pays du Tiers monde présents semblent se rejoindre autour de l'idée qu'un nouvel ordre économique mondial est nécessaire, les dissensions restent présentes notamment lors du sommet de la Havane, utilisé par Fidel Castro comme un moyen de promouvoir le modèle soviétique.

Face à ces difficultés internes, les pays du Tiers-monde utilisent déjà d'autres entités pour porter leurs revendications et leurs droits au développement comme avec la mise en place du G77 (groupe des 77 en juin 1964 lors de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui devient une caisse de résonance pour le Tiers-monde. Une décennie plus tard, en mai 1974, le groupe des pays non-alignés porte aux Nations Unies les revendications formulées lors de la conférence d'Alger. Le NOEI (Nouvel ordre économique international) défendu par le Tiers-monde doit s'appuyer sur les transferts de technologie, l'aide au développement mais surtout sur la mise en place de mécanismes à l'échelle globale afin d'éviter la détérioration des termes de l'échange.

Aussi, si l'essentiel du Tiers-monde semble uni autour de la nécessité de modifier l'ordre économique mondial, tous ne sont pas nécessairement d'accord sur les stratégies à adopter pour se développer, loin s'en faut.

II. De l'éclatement du Tiers-monde à la diversité des Suds

1) Des stratégies de développement différenciées qui éloignent de nombreux pays du tiers-mondisme

Les stratégies de développement du Tiers-monde sont marquées par l'opposition idéologique des deux Grands, alors que le non-alignement prétendait s'en abstraire. Ainsi, en 1960, *Les étapes de la croissance économique*, l'ouvrage de W.W. Rostow¹⁶ donne un exemple de trajectoire à suivre pour les pays « sous-développés », celle des pays capitalistes industrialisés. Le sous-développement est envisagé comme un retard qui peut être rattrapé grâce au modèle capitaliste. En 1969, dans *L'échange inégal*¹⁷, l'économiste d'inspiration marxiste, Arghiri Emmanuel met pourtant en évidence que la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo semble inopérante dans le contexte de la fin des années 1960, le facteur capital étant mobile. Il dénonce ainsi l'exploitation par les pays industrialisés des pays du Tiers-monde. De même, Samir Amin analyse, au début des années 1970, les mécanismes empêchant le Tiers-monde, périphérie dominée, de se développer¹⁸. Si certaines analyses théoriques ont pu être utilisées pour promouvoir des stratégies de développement comme celle de l'ISI avec l'influence de Raul Prebisch dans la CEPAL dès juin 1949, on constate néanmoins que le Tiers-monde a

¹⁶ Walt Whitman Rostow, *Les étapes de la croissance économique*, traduit par Marie-Josèphe Du Rouret, Seuil, 1963.

¹⁷ Arghiri Emmanuel, *L'échange inégal*, 1969.

¹⁸ Samir Amin, *Le développement inégal, Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Ed. de Minuit, 1973

été divisé sur le chemin à suivre. En effet, les limites du non-alignement se retrouvent dans les politiques de développement des pays du Tiers-monde.

Les candidats peuvent développer de nombreux exemples pour appuyer cette idée : l'Algérie de Boumedienne de 1965 à 1978 avec le modèle des industries industrialisantes d'inspiration soviétique et son échec, le modèle de l'ISI en Argentine de 1950 à 1975 ou encore le modèle de l'ISE des Dragons comme Singapour qui favorise l'émergence. Finalement, les héritages, la position géographique ou encore les caractéristiques démographiques très différentes¹⁹ entraînent des stratégies nationales ou régionales dans le cadre des ZIR qui accélèrent la fin du Tiers-monde.

Ainsi, si le sous-développement caractérise le Tiers-monde pendant la période de la Guerre froide, on constate des différences internes qui ne cessent de croître, résultats de différentes trajectoires économiques. Par exemple, Taïwan qui avait un niveau de PIB par habitant comparable à celui du Ghana en 1950, l'a largement dépassé en quelques décennies (avec un PIB par habitant près de dix fois supérieur au début des années 90). Par ailleurs, la crise de la dette dans les années 1980 remet profondément en cause l'unité du Tiers-monde, beaucoup de pays en développement sont ainsi soumis à des PAS et adoptent sous la contrainte un paradigme néo-libéral. La question de la dette et de son effacement devient une revendication de la part des pays les plus pauvres qui en appellent à la responsabilité des pays développés mobilisant la question coloniale et ses héritages.

Finalement, le Tiers-monde apparaît donc comme hétérogène dans son intégration différenciée à l'internationalisation dans les années 1970 puis à la mondialisation à la fin des années 1980-début des années 1990 (précoce pour les NPJA à l'instar de Taïwan, tardive pour un pays comme l'Inde où il faut attendre la fin de la guerre froide pour voir le démantèlement de la Licence Raj). La Banque mondiale propose une typologie (qui retient le PIB/hab comme critère) : des pays à faible revenu (PFR) auxquels appartiennent les PMA, (acronyme de Pays les moins avancés, catégorie créée en 1971 pour établir la liste des pays les plus démunis devant recevoir des aides sélectives d'urgence) aux pays émergents en passant par les pays à revenu intermédiaire (PRI).

2) La naissance de la notion de Sud : une nouvelle lecture des clivages du monde et ses limites

Le début des années 1980 se caractérise par de nouvelles représentations du monde. À la partition idéologique Est/Ouest vient se substituer une division Nord/Sud en lien avec le niveau de développement. Aussi, à l'approche idéologique propre au contexte de la Guerre froide et de la décolonisation se substitue progressivement une approche plus technique en lien avec l'économie du développement. Le rapport de Willy Brandt est, en principe, bien connu des étudiants. On peut sans doute valoriser les candidats qui analysent la couverture du rapport de la Commission Nord-Sud : « Au lieu de la carte conventionnelle avec l'Europe au centre, qui donne deux tiers de l'espace à l'hémisphère Nord, cette carte prête attention à l'espace où vivent les deux tiers de la population mondiale. Ce sont les problèmes de ce Tiers Monde (ou devrais-je dire des Deux Tiers du Monde ?) qui nous préoccupent dans cette Commission et qui domineront les événements politiques et économiques au moins jusqu'à la fin de ce siècle. »²⁰

On remarque cependant très vite que le Sud apparaît comme un ensemble de pays aux niveaux de développement très différents, ce qui rend l'utilisation du pluriel pertinente.

¹⁹ Certains candidats peuvent évoquer les travaux de G. Myrdal le *Drame asiatique* (1968) pour l'Asie du Sud.

²⁰ Willy Brandt, "Opening address by Willy Brandt", Gymnich Castle, 9 décembre 1977, in : Brandt Commission - Correspondence 11, 1771352, WB IBRD/IDA 03 EXC-10-4539S, Records of President Robert S. McNamara, World Bank Group Archives, Washington, D.C., United States, cité par Vincent Capdepuuy dans "La ligne Nord-Sud, permanence d'un clivage ancien et durable", *Géococonfluences*, 2024.

Ainsi, si le début des années 1980 marque le délitement du Tiers-monde, victime de ses divisions internes et d'un marché mondialisé, les décennies 1990-2000 donnent à voir ce que certains appellent un « basculement du monde » : les pays émergents bénéficient en effet de la « mondialisation heureuse » et portent avec leur rattrapage une part toujours plus importante de la croissance mondiale. Néanmoins, une partie des Sud reste encore faiblement intégrée, comme l'Afrique subsaharienne qui représente moins de 3 % du PIB mondial.

3) Des puissances émergentes qui s'organisent dans un contexte de désoccidentalisation²¹ du monde

Tous les pays émergents ne sont pas porteurs au départ d'une volonté de remise en cause de l'ordre international. En effet, les NPIA par exemple comme la Corée du Sud, Taïwan, Singapour ou Hong Kong ont des ambitions essentiellement économiques de maintien de la croissance (passant par l'innovation, la captation des IDE). Il en va différemment des BRIC (pour Brésil, Russie, Inde, Chine), acronyme façonné par Jim O'Neill, ancien économiste en chef de Goldman Sachs, en 2001 pariant sur l'envolée de ces pays émergents. Il s'agit d'un groupe de pays dont un n'appartient pas au Tiers-monde historique (la Russie), caractérisés par des économies prometteuses pour les investisseurs du Nord. O'Neill s'appuie sur différents critères notamment le rattrapage économique rapide de ces pays et une insertion toujours plus grande dans la mondialisation (au moment où en 2001, la Chine intègre l'OMC) ainsi que des dynamiques démographiques (surtout pour l'Inde et la Chine) laissant entrevoir des marchés intérieurs très importants²².

En 2015, le G7 comptait pour 32,6 % du PIB mondial, contre 29 % aujourd'hui. En effet, les BRICS ont dépassé depuis 2020 la part du PIB mondial représentée par le G7. L'apport de nouveaux membres depuis le Sommet de Johannesburg de 2023 et leurs admissions effectives en 2024-2025 dans le cadre des BRICS + vient encore renforcer le poids démographique et économique du groupe, qui représente aujourd'hui plus de 36 % du PIB mondial en \$ PPA.

Ce rééquilibrage du monde entraîne de fait une modification des rapports de force économiques. La comparaison des mandats de Hu Jintao et de ceux de Xi Jinping permet de mettre en évidence ce changement de stratégie. Hu Jintao (à la tête du PCC de 2002 à 2012), dans un contexte de « mondialisation heureuse », insiste sur la nécessité de construire « une société harmonieuse » ainsi que de promouvoir le « développement scientifique » en s'appuyant sur le transfert de technologies des acteurs du Nord. Le mantra du « rêve chinois » de Xi Jinping (premier secrétaire du PCC depuis 2012 et président de la RPC depuis 2013) est très différent, illustrant une volonté assumée de puissance et la réhabilitation de l'idée d'empire autour notamment du concept de *tianxia*²³.

Dans cette stratégie de puissance les pays des BRICS s'organisent pour passer d'une catégorie pensée par les acteurs économiques du Nord à un « club »²⁴ travaillant sur des convergences et un agenda commun lors de sommets annuels, du premier forum des BRIC à Ekaterinbourg en 2009 à celui de 2026 qui devrait avoir lieu en Inde. Ainsi en quelques années, les BRICS ont renforcé leur influence et apparaissent comme le noyau du Sud global en menant des initiatives institutionnelles comme la création de la Nouvelle Banque de Développement en juillet 2014 ou en augmentant la coopération financière entre pays du Sud. Aussi, ils apparaissent comme une alternative pour tous les pays du Sud y compris les plus pauvres qui cherchent à diversifier leurs partenaires économiques mais aussi pour

²¹ Didier Billion, Christophe Ventura, (2023). «Vers une désoccidentalisation du monde ?» *Revue internationale et stratégique*, 130(2), 31-33. <https://doi.org/10.3917/ris.130.0031>.

²² Laurence Daziano, (2014). Chapitre 2 - Les BRICS ont-ils émergé ? Les pays émergents : Approche géo-économique (p. 31-44). Armand Colin. <https://doi.org/10.3917/arco.dazia.2014.01.0031>.

²³ François Gipouloux, (2020). La Chine : un hégémon bienveillant. *Commentaire*, Numéro 171(3), 555-564. <https://doi.org/10.3917/comm.171.0555>.

²⁴ <https://www.iris-france.org/les-brics-montee-en-puissance-dun-club-non-occidental/>

d'autres émergents qui rejoignent le groupe comme l'Afrique du Sud en 2011 mais surtout depuis 2024-2025, laissant imaginer d'autres adhésions, beaucoup de pays ayant déposé leur candidature. Avec ces nouveaux membres, les BRICS augmentent ainsi leur poids énergétique, leur poids démographique et leur influence diplomatique. Pour autant, certaines demandes d'adhésions ont été refusées, ce qui interroge.

III. Une rhétorique de l'affrontement « Occident / Sud global » qui semble aller dans le sens d'une unité mais qui cache d'autres lignes de fractures ainsi que des stratégies de multi-alignement autour de la rivalité sino-américaine.

1) Le « Sud global », une catégorie au service des ambitions des émergents qui réclament un nouvel ordre international en jouant de l'anti-occidentalisme.

Pour Anne Garland Mahler, « le Sud global peut être considéré comme le pendant post-guerre froide de la théorie postcoloniale »²⁵, c'est-à-dire comme une catégorie critique venant interroger l'ordre du monde, mais au profit de quels acteurs ?

Les principaux pays émergents se veulent leaders d'un Sud global et utilisent notamment les BRICS pour dénoncer une représentation insuffisante des émergents et des puissances démographiques comme l'Inde dans les institutions, la domination du dollar²⁶ ou encore l'usage politique des sanctions économiques (questions qui redevient centrale depuis février 2022 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie)

En effet, l'ordre international est structuré par des institutions dominées par les puissances occidentales notamment autour du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale voire de l'ONU, même si Chine et Russie appartiennent au P5. Ces institutions dominées par les États-Unis reflètent les rapports de force de l'après-Seconde Guerre mondiale. Or les règles du jeu n'ont pas fondamentalement changé malgré le rééquilibrage du monde. La création du G20 en 1999 (2009 pour les chefs d'Etat) afin de favoriser davantage le dialogue Nord-Sud ou encore les difficultés à réformer la répartition des quotes-parts du FMI depuis 2010 témoignent des réticences des pays du Nord à changer les institutions en profondeur.

Cependant, ces revendications ne font pas toujours consensus. On peut penser à Lula et Modi qui militent activement pour une réforme du conseil de sécurité de l'ONU face aux représentants russes et chinois satisfaits du statu quo. Finalement, comme évoqué par Thierry Garcin²⁷, c'est le triple contexte de la guerre d'Ukraine, du rapprochement russo-chinois et du renouveau des BRICS élargis qui donne corps au Sud Global dont les BRICS semblent être l'étendard pour reprendre le titre d'un dossier publié par les chercheurs de l'IRIS²⁸. Néanmoins, on peut s'interroger sur l'appartenance de la Russie à cette catégorie. En effet, elle n'apparaît pas comme étant un pays du Sud dans le rapport de Brandt. Après la Guerre froide et la libéralisation rapide de la Russie sous l'ère Eltsine, elle se convertit même au paradigme néo-libéral semblant donner raison aux tenants de la « fin de l'histoire »²⁹. L'admission de la Russie au G7 en 1997, comme le rappelle Andrej Kortunov, illustre alors l'entrée du pays dans l'« Occident collectif »³⁰, avant d'en être exclue après l'annexion de la Crimée en 2014. Aussi,

²⁵ Anne Garland Mahler, 2018, *From the Tricontinental to the Global South : Race, Radicalism, and Transnational Solidarity*, Durham / Londres, Duke University Press.

²⁶ Mary-Françoise Renard, *La Chine dans l'économie mondiale. Entre dépendance et domination*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, coll. « L'opportune », 2021.

²⁷ Thierry Garcin, (2024). « Sud global », BRICS+ : deux notions vraiment géopolitiques ? Les Analyses de Population & Avenir, 52(5), 2-31. <https://doi.org/10.3917/lap.052>.

²⁸ <https://www.iris-france.org/dossier/les-brics-etendard-du-sud-global/>

²⁹ Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le Dernier Homme*, Flammarion, 1992.

³⁰ Kortunov, A., Traduit du russe par Samkov, B. (2019). Moscou et le G7 : un drame en trois actes, prologue, et épilogue. *Politique étrangère*, Été(2), 75-89.

dans une logique de recomposition des alliances, de recherches de nouveaux partenaires, la catégorie « Sud global » apparaît comme pour un maître du Kremlin aux ambitions impériales. Parallèlement la guerre commerciale sino-américaine amorcée par la première présidence Trump en 2018 ainsi que la montée des tensions dans l'Indopacifique accélèrent le rapprochement russo-chinois.

2) Les représentations et l'enjeu mémoriel : ferment d'unité du Sud global ?

Cette sous-partie est l'occasion de mobiliser une analyse des représentations et des mémoires comme potentiel ferment d'unité pour le Sud global. Plusieurs facteurs expliquent la montée de cette perception. Le ressentiment historique est mobilisé par de nombreux acteurs du Sud qui rappellent l'héritage du colonialisme mais aussi les interventions occidentales (militaires ou politiques avec des sanctions).

Les auteurs Abdeljalil Akkari et Magdalena Fuentes, s'appuyant sur les travaux de Jean Comaroff et John L. Comaroff, estiment que « le dénominateur commun parmi les pays faisant partie du Sud Global très diversifié est probablement leur statut ancien de colonies ou de protectorats de certains pays du "North Global" »³¹.

Russie et Chine sont les deux principaux acteurs qui tendent à donner au « Sud global » une teneur anti-occidentale. La représentation diffusée par Moscou et Pékin serait l'idée d'un nouveau clivage mondial opposant l'Occident (États-Unis, Europe, alliés occidentaux) au reste du monde regroupant notamment le Sud global (Asie, Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine). Il s'agit donc d'alimenter un ressentiment croissant contre la domination occidentale et ses héritages. On peut penser au sentiment anti-français au Sahel, les forces de Wagner puis d'Africa Corps se substituant aux troupes françaises ayant quitté la bande sahélienne à partir de 2022. Dans cette lutte d'influence, la maîtrise de l'information est essentielle, on peut penser à la maîtrise du cyberspace pour les Russes qui utilisent notamment la couche cognitive pour orienter les représentations de populations de pays tiers. Enfin, la question du double standard³² pour évoquer le « deux poids deux mesures » des Occidentaux est également largement mobilisée par une partie du Sud global.

À ce titre, la comparaison des réactions occidentales sur les deux conflits que sont la guerre en Ukraine et la guerre de Soukhot qui fait suite à l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023 apparaît comme un révélateur. La réaction du Sud global face à la guerre en Ukraine a montré une condamnation moins unanime de la Russie, un refus de s'aligner automatiquement sur les sanctions occidentales. Beaucoup de pays adoptent une posture pragmatique comme l'Inde révélant que l'influence occidentale n'est plus hégémonique. Cependant l'opposition « l'Occident / Sud Global » simplifie une réalité beaucoup plus complexe. En effet, le monde apparaît en réalité de plus en plus multipolaire et les pays du Sud global font preuve de beaucoup de pragmatisme ce qui remet en cause l'idée d'une unité de bloc.

3) Un « Sud global » fragmenté dans un contexte de retour de la guerre³³

Beaucoup de pays du Sud adoptent des stratégies opportunistes : diversification des partenariats, refus d'alignement automatique, recherche d'autonomie stratégique. En effet, si la rhétorique anti-occidentale est très présente dans les discours des dirigeants russes (surtout depuis l'annexion de la Crimée en 2014) et chinois (dans le cadre de la rivalité sino-américaine), ce n'est pas le cas de l'Inde, du Brésil, de l'Indonésie qui développent une stratégie d'équilibre développant des partenariats avec des pays du Nord comme du Sud. Ainsi, depuis le retour de Donald Trump au pouvoir en janvier 2025,

<https://doi.org/10.3917/pe.192.0075>.

³¹ Akkari Abdeljalil et Fuentes Magdalena, *Repenser l'éducation : Alternatives pédagogiques du Sud*, Paris, UNESCO, 2021, p. 25.

³² Benoît D'Aboville, (2024). Le « Sud global » contre l'« Occident collectif » : un narratif à déconstruire. *Revue Défense Nationale*, 866(1), 29-35. <https://doi.org/10.3917/rdna.866.0029>.

³³ François Heisbourg, (2021). *Retour de la guerre*. Odile Jacob. <https://doi.org/10.3917/oj.heisb.2021.01>.

l'Inde dans une stratégie de multi-alignement souhaite intensifier ses relations avec l'Union européenne comme l'illustre la visite du président Macron en février 2026 tout en maintenant des relations commerciales avec la Russie dans le secteur énergétique (en fonction du contexte et des pressions américaines) et militaire.

Finalement deux lignes semblent s'opposer : au Brésil, à l'Afrique du Sud, à l'Inde, ou encore à la Turquie, à l'Arabie Saoudite ou à l'Indonésie qui adoptent une posture de « multi-alignement » s'opposent des pays en confrontation plus frontale avec les Occidentaux comme la Chine, la Russie, l'Iran, la Corée du Nord ou encore le Venezuela avant la capture de Maduro début janvier 2026.

On assiste donc moins à un « West vs Rest » qu'à une fragmentation du système international. En outre, les principales puissances du Sud global sont en concurrence pour exercer un leadership. Les exemples sont nombreux : la question de l'hégémonie au Moyen-Orient (Turquie/Arabie Saoudite/Iran) qui crée des tensions internes catalysées par la guerre en Iran et ses conséquences, qui remettent en cause une partie de l'élargissement des BRICS + et qui risquent de scinder un peu plus les pays du Sud dont certains vont être contraints de choisir leurs camps.

Concurrence aussi sur le leadership du Sud global entre l'Inde multilatérale, présidant le G20 de décembre 2022 à novembre 2023 et la Chine anti-occidentale qui met en scène sa force lors du défilé militaire à Tiananmen commémorant le 80^{ème} anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en présence de Vladimir Poutine et Kim Jong-Un. Les tensions sino-indiennes sont d'ailleurs nombreuses : frontalières himalayennes, collier de perles chinois poussant l'Inde à s'investir avec les Occidentaux au sein du « Quad » (Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, avec États-Unis, Japon, Australie). Néanmoins, cela n'empêche pas l'Inde, dans un contexte d'imprévisibilité de la présidence américaine, de mettre en sourdine les différends lors de la réunion du Groupe de Coopération de Shanghai à Tianjin fin août 2025. Dans un contexte d'affaiblissement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'un ralentissement de la mondialisation, les accords bilatéraux se multiplient ainsi que les accords régionaux, tant dans le domaine stratégique que dans le domaine économique (multiples accords de partenariats technologiques autour des stratégies de *de-risking*). Les pays du Sud Global loin de jouer la carte unique des Suds préfèrent pour beaucoup multiplier les partenariats dans un contexte de réécriture du monde. En effet, l'Union européenne cherche des « partenariats fiables » et s'intéresse (initiative *Global Gateway*) à la sécurité de ses approvisionnements stratégiques³⁴ permettant ainsi à certains pays du Sud global notamment africains de jouer également la carte du Nord. Par ailleurs, les États-Unis développent l'Alliance *Chip 4* sur les micro-processeurs (États-Unis, Corée du Sud, Taïwan, Japon) et promeuvent avec 12 partenaires la Structure économique de l'Indopacifique pour la prospérité (IPEF). Dans ces conditions, l'unité du Sud global paraît incertaine. Dans *The Rise of the Rest*, F. Zakaria³⁵ analysait l'avènement d'un monde multipolaire post-américain où les puissances industrialisées du Nord continuent à exister mais ont perdu leur monopole. Se pose alors la question de la compétition pour le leadership qui peut amener à une escalade entre les États-Unis et leur challenger chinois. La réaction en ordre dispersé du Sud global par rapport à la guerre menée par les États-Unis et Israël en Iran depuis le 28 février 2026 semble illustrer l'impossible unité de ce groupe : opportunité pour la Russie de Poutine (hausse des cours des hydrocarbures, conflit en Ukraine qui passe au second plan), normalisation des relations entre l'Iran et l'Arabie Saoudite remise en cause, silence prudent de la Chine (néanmoins soupçonnée d'aider l'Iran)...

On pouvait aussi imaginer un plan qui s'appuie moins sur la dimension historique : elle serait surtout abordée dans le I alors que les II et III relèveraient davantage d'un plan débat sur la période

³⁴ Thourot, P. (2024). « Le monde est à refaire » : vers un changement de paradigme contre les valeurs occidentales. *Paysans & société*, 403(1), 24-33. <https://doi.org/10.3917/pes.403.0024>.

³⁵ Fareed Zakaria, *The Post-American World And The Rise Of The Rest*, 2009

récente/actuelle. A partir du moment où les candidats ne mélangeaient pas sans arrêt passé et présent en dé-contextualisant, on pouvait accepter de nombreuses propositions de structuration du propos.

Éléments de conclusion :

Ainsi, le « Sud global », comme le Tiers-monde naguère, ne peut être uni face à des rivalités internes entre puissances émergentes qui veulent un leadership régional ou global. Enfin, les pays les plus fragiles comme les PMA ou ceux à revenus intermédiaires apparaissent finalement comme tributaires des nouveaux rapports de force mondiaux entre puissances établies et puissances émergentes. Ils utilisent à leur avantage les rivalités en multipliant les partenariats comme le Mozambique, nouvel eldorado gazier, mais sont aussi parfois les victimes indirectes de crises comme certains pays d'Asie du Sud-Est à l'instar des Philippines qui payent le contre-coup économique de la guerre en Iran.

Il se recrée alors, à l'intérieur du Sud global, des rapports de domination du type Nord-Sud comme dans les relations Chine-Afrique mais aussi dans la façon dont les Émirats Arabes Unis exploitent en Afrique les terres, les ressources et instrumentalisent certains conflits (Soudan). Dans ces logiques de domination, l'appartenance aux BRICS + devient une nécessité stratégique comme dans le cas de l'Éthiopie³⁶.

³⁶ <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/09/22/lethiopie-dans-les-brics-geopolitique-dun-choix-surprenant/>

BARÈMES

■ **SUJET 1** : la première partie (questions) est notée sur 6 points. C'est une note globale ; il n'y a pas un nombre de points spécifique affecté à chaque question.

La deuxième partie (dissertation) est notée sur 14 points.

■ **SUJET 2** : la première partie (questions) est notée sur 6 points. C'est une note globale ; il n'y a pas un nombre de points spécifique affecté à chaque question.

La deuxième partie (dissertation) est notée sur 14 points.

RAPPORT DU JURY

■ APPRÉCIATION GÉNÉRALE DES CORRECTEURS

Les 24 correcteurs ont corrigé 3231 copies, soit approximativement le même nombre qu'en 2025.

La moyenne obtenue est de 11,14 / 20 et l'écart-type est de 3,72. La médiane est à 11,25/20 et il est intéressant de noter que 25% des candidats obtiennent au moins 14/20. Une quarantaine de copies obtiennent de 19 à 20, comme à la session précédente. Même si la copie parfaite n'existe pas, les correcteurs n'hésitent pas à valoriser les bonnes et les très bonnes copies afin que la discipline pèse dans les résultats d'admissibilité des candidats bien préparés.

Le sujet 1 a été choisi par près de 42 % des candidats et le sujet 2 par un peu plus de 58 %. Le sujet 2 a donc eu plus de succès et certains correcteurs ont même eu l'impression que le sujet n°1 avait pu être choisi par défaut, tant certaines copies en ont fait un traitement purement journalistique, ce qui évidemment ne pouvait convenir.

Les moyennes obtenues sont en effet relativement différentes (sujet 1 : 10,37/20 avec un écart-type de 3,87 vs. sujet 2 : 11,70/20 avec un écart-type de 3,51)

Parmi les points de vigilance les plus fréquemment soulignés à propos des copies fragiles ou très insuffisantes, on insistera encore et toujours sur :

- **la forme** : graphie, orthographe, syntaxe... Les mauvaises copies sont toutes concernées par une forme défailante ;
- **la problématique** : dans de trop nombreux devoirs, il s'agit de la reprise du sujet à la forme interrogative ou avec des synonymes, sans aucune contradiction. Pour d'autres, la

problématique se résume à une série de questions (parfois 5 ou 6) souvent redondantes. La problématique doit se limiter à une ou deux questions ;

- **l'annonce du plan** : elle doit être claire et explicite ; le plan ne doit pas être apparent dans le développement (on n'indique pas les titres des parties et des sous-parties à l'intérieur du développement).
- **la paraphrase encore trop fréquente des documents**. Faut-il encore rappeler que face à un document, notamment de statistiques, il importe de saisir les inflexions, les ruptures, les facteurs déterminant les rythmes d'évolution et leur mise en perspective à moyen ou long terme. Il ne faut pas se contenter d'en faire une simple lecture : le jury attend des candidats une analyse explicative et critique, sans délayage excessif (on attend deux pages environ pour les réponses aux questions) ;
- **la nécessité d'éviter le « name-dropping »** : savoir s'appuyer sur quelques références théoriques pertinentes ne signifie pas multiplier des noms d'auteur (parfois mal orthographiés ou erronés) pour tenter de donner un vernis scientifique ;
- **l'importance de la conclusion**. C'est la dernière chose que lit le correcteur avant de mettre la note. Or elle est souvent bâclée. Des conclusions de 3, 4 ou 5 lignes sont bien insuffisantes pour répondre au questionnement introductif.

■ LES ERREURS LES PLUS FRÉQUENTES

SUJET 1 :

- un problème de délimitation de l'Amérique du Nord qui s'est parfois transformée en « Nord de l'Amérique », oubliant le Mexique ;
- une insuffisante prise en compte de la dimension géographique du sujet : les dynamiques transfrontalières n'ont ainsi pas suffisamment été prises en compte, elles ont même été escamotées dans de nombreuses copies ;
- une insuffisante prise en compte du temps long, ou alors pour se contenter d'une citation prêtée à l'ancien président du Mexique Porfirio Diaz : « Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si près des Etats-Unis », ce qui n'a pas un intérêt considérable ;
- une maîtrise insuffisante des processus d'intégration régionale (ALENA devenue ACEUM)
- une insuffisante mobilisation d'un certain nombre de concepts essentiels comme les *maquiladoras* ;
- une tendance à faire un traitement journalistique du sujet, se limitant à évoquer les prétentions de l'administration Trump sur le Groënland...

SUJET 2 :

- une difficulté inattendue à définir le Tiers-monde et à maîtriser des repères chronologiques de base. De façon générale, le programme de première année et ses chapitres historiques sont insuffisamment maîtrisés par les candidats ;
- une tendance à éviter l'indispensable réflexion autour du concept (problématique) de « Sud global » ; certains candidats considérant un peu vite qu'il ne s'agirait que d'une nouvelle appellation de l'ancien « Tiers-monde » ;
- une tendance à décontextualiser en traitant de ce qui se passe aujourd'hui comme si nous étions encore pendant la décolonisation ou pendant l'affrontement Est-Ouest ;
- la confusion BRIC (BRICS+) et « Sud global »

■ LES BONNES IDÉES DES CANDIDATS

Certains candidats mobilisent des connaissances fines, qui leur permettent de se démarquer. Comme cette copie qui évoque Saint-Pierre-et-Miquelon, possession française en Amérique du Nord à proximité de l'estuaire du Saint-Laurent.

Certaines copies appuient leur démonstration sur un schéma, ce qui peut être très pertinent, à condition de ne pas plaquer un schéma appris par cœur et qui n'est pas forcément dans le sujet, à condition de le réaliser de façon soignée et à condition qu'il ne se substitue pas à l'argument.

On remarque également que certains candidats illustrent parfois leur propos par une référence cinématographique ou littéraire. Là encore, cela peut être une très bonne idée à condition de ne pas en abuser et à condition de ne pas remplacer toutes les références scientifiques adéquates.

■ CONSEILS AUX FUTURS CANDIDATS

Éviter les introductions trop longues qui commencent à traiter le sujet au moment d'en analyser les termes. L'introduction doit faire environ une page et certainement pas deux.

Ne jamais citer un chiffre, un exemple factuel ou une référence que l'on n'est pas sûr de bien maîtriser. Il faut des connaissances sûres.

Ne jamais oublier qu'une dissertation est une démonstration et donc ne pas se contenter de juxtaposer des bribes de cours. Le propos ne doit être ni touffu ni confus.

Avoir à l'esprit que la forme est essentielle et qu'il faut donc être clair et rigoureux en privilégiant les phrases courtes. Ne jamais oublier que « ce qui se conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément » (Nicolas Boileau).